

Association RAIVALOR

Siège social : 11 rue Henri Sellier - 79000 NIORT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RAIVALOR, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles », les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

- Tel que décrit dans l'annexe aux paragraphes « Créances », les créances clients ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.
- Dans l'annexe au paragraphe « Subventions d'investissement (équipement) », une note expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions d'investissement.
- Dans l'annexe au paragraphe « Subventions et Concours Publics », une note expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions d'exploitation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 11 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS OUEST AQUITAINE AUDIT



Mikaël HUGONNET
Commissaire aux Comptes - Associé

ASSOCIATION RAIVALOR

11 rue Henri Sellier
79000 NIORT

COMPTES ANNUELS

EXERCICE du 01.01.2024 au 31.12.2024

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)		Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				456	- 456	- 100
Autres immobilisations incorporelles	4 156	- 3 871	285	1 670	- 1 385	- 83
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	157 660	- 111 655	46 005	70 916	- 24 912	- 35
Autres immobilisations corporelles	89 567	- 23 481	66 086	71 208	- 5 122	- 7
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées	500		500	500		
Autres titres immobilisés	152		152		152	
Prêts						
Autres immobilisations financières	8 400		8 400	8 400		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	260 435	- 139 007	121 428	153 151	- 31 723	- 21
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours	4 808		4 808	3 463	1 345	39
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	56 645		56 645	45 342	11 303	25
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	23 237		23 237	27 349	- 4 112	- 15
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	44 212		44 212	117 257	- 73 045	- 62
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	16 923		16 923	550	16 373	2 977
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	145 826		145 826	193 962	- 48 136	- 25
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	406 261	- 139 007	267 254	347 113	- 79 859	- 23

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	37 664	- 10 112
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 40 882	47 775
Situation nette (sous total)	- 3 218	37 664
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	67 348	98 675
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	64 130	136 339
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	817	475
Total Provisions (III)	817	475
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 674	31 428
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	90 403	57 408
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	31 565	44 191
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		15 604
Autres dettes	67 665	61 668
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	202 307	210 299
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	267 254	347 113

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>				
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>	73 967	87 459	- 13 492	- 15
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	225 547	324 791	- 99 244	- 31
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	425 242	447 928	- 22 686	- 5
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>	30 000	20 000	10 000	50
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>				
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	1 254	3 777	- 2 523	- 67
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	19	3	16	522
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	756 030	883 958	- 127 928	- 14
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>		104	- 104	- 100
<i>Variation de stock</i>	- 1 345	- 2 096	751	- 36
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	315 721	300 410	15 311	5
<i>Aides financières</i>				
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	9 758	11 248	- 1 489	- 13
<i>Salaires et traitements</i>	421 258	454 128	- 32 870	- 7
<i>Charges sociales</i>	47 983	54 917	- 6 934	- 13
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	41 608	42 696	- 1 088	- 3
<i>Dotations aux provisions</i>	342	276	66	24
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	443	2	441	28 274
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	835 768	861 685	- 25 917	- 3
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 79 739	22 273	- 102 011	- 458
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>	10 000		10 000	
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>				
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	10 000		10 000	
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	116	462	- 346	- 75
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	116	462	- 346	- 75
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	9 884	- 462	10 346	- 2 239
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 69 855	21 811	- 91 665	- 420
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>		1 995	- 1 995	- 100
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	31 327	41 352	- 10 024	- 24
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	31 327	43 346	- 12 019	- 28
CHARGES EXCEPTIONNELLES				

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	854	8 796	- 7 941	- 90
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>		8 586	- 8 586	- 100
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	854	17 382	- 16 527	- 95
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	30 473	25 965	4 508	17
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	1 500		1 500	
Total des produits (I + III + V)	797 357	927 304	- 129 947	- 14
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	838 239	879 529	- 41 290	- 5
EXCEDENT		47 775	- 47 775	- 100
DEFICIT	- 40 882		- 40 882	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>	126	631	- 505	- 80
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	126	631	- 505	- 80
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>	126	631	- 505	- 80
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	126	631	- 505	- 80

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

QUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 267254.03 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -40881.95 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés par le bureau du 18 avril 2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association RAIVALOR est une association loi 1901 créée en 2019. Cette association porte un chantier d'insertion par l'activité économique qui a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. L'activité support du chantier d'insertion est la valorisation des déchets professionnels.

Elle emploie environ 18 personnes.

L'association n'est pas fiscalisée.

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

Néant.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont comptabilisés directement en charges.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont comptabilisés en charges conformément à l'option offerte par la réglementation.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

L'association évalue les engagements de retraite et assimilés. La dette relative à l'engagement net de l'association concernant le personnel est comptabilisée en provision pour risques et charges au passif du bilan.

Les engagements de l'association se composent d'avantages long terme, postérieurs à l'emploi, consentis aux employés (en particulier, les indemnités de départ à la retraite).

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

Taux d'actualisation retenu : 3,35 %

Taux de charges sociales : 35 % pour les non cadres et 40% pour les cadres

Table de mortalité : INSEE 2024

Âge légal de départ à la retraite : 60-64 ans

Evolution annuelle des salaires : 2 %

Turnover : moyen pour les cadres et fort pour les non cadres

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).



Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Traitement comptable des subventions

Subventions d'investissement (équipement)

Les subventions d'équipement sont enregistrées en capitaux propres dès leurs octrois. Elles sont virées au résultat au rythme des amortissements des immobilisations qu'elles ont financées pour les immobilisations amortissables. Pour les immobilisations non amortissables, n'ayant pas de clause d'inaliénabilité contractuelle, elles sont étalées sur une période maximale de 10 ans.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.



Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des Immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 792				3 792		
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles	4 156					4 156	
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	7 948				3 792	4 156	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels	162 967		2 259		7 565	157 660	
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	65 969		7 474		3 111	70 333	
Autres imm. Corp. Matériel de transport	11 581					11 581	
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	7 653					7 653	
Autres imm. Corp. Mobilier							
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	248 171		9 733		10 676	247 227	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	500					500	
Autres titres immobilisés			152			152	
Prêts							
Autres immobilisations financières	8 400					8 400	
Sous-total	8 900		152			9 052	
Total	265 018		9 885		14 468	260 435	

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 336	456	3 792	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 486	1 385		3 871
Sous-total	5 821	1 842	3 792	3 871
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels	92 051	27 170	7 565	111 655
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	5 947	7 610	3 748	9 809
Autres imm. Corp. Matériel de transport	3 728	3 374		7 101
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	4 321	2 250		6 571
Autres imm. Corp. Mobilier				
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	106 046	40 404	11 314	135 136
Total	111 867	42 245	15 106	139 007

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	8 400	8 400	
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	8 400	8 400	
ACTIF CIRCULANT	96 806	96 806	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés	56 645	56 645	
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	22 496	22 496	
Impôts sur les bénéfices			
TVA			
Autres impôts et taxes versements			
Divers	22 496	22 496	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers	741	741	
Charges constatées d'avance	16 923	16 923	
Total	105 206	105 206	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>	18 524	21 118	- 2 594	- 12
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	741	4 817	- 4 076	- 85
Total	19 265	25 935	- 6 670	- 26

QUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	- 10 112	47 775			37 664
Excédent ou déficit de l'exercice	47 775	- 47 775		40 882	- 40 882
Situation nette (sous total)	37 664			40 882	- 3 218
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	98 675			31 327	67 348
Provisions réglementées					
Total	136 339			72 209	64 130

Provisions

Provisions pour charges

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires	475	342			817
Pour restructuration					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations (entreprises cessionnaires)					
Pour gros entretiens ou grandes visites					
Autres provisions pour charges					
Total	475	342			817

Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
Dotations d'exploitation	342	276
Reprises d'exploitation		2 550
Total Exploitation	- 342	2 274
Financier		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
Exceptionnel		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 342	2 274

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES	12 674	12 674		
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>	12 674	12 674		
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	12 674	12 674		
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>				
AUTRES DETTES	189 633	189 633		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	90 403	90 403		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	7 685	7 685		
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	16 850	16 850		
État et autres collectivités publiques	7 031	7 031		
<i>Impôt sur les sociétés</i>	1 500	1 500		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	5 531	5 531		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	67 665	67 665		
<i>Produits constatés d'avance</i>				
Total	202 307	202 307		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 18 754

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N- 1	Variation Euros	Variation %
<i>Fournisseurs - Factures non parvenues</i>	10 051	33 702	- 23 651	- 70
<i>Charges à payer - Divers</i>	28 017	26 381	1 637	6
Total	38 068	60 082	- 22 014	- 37

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	16 923	16 923		
Total	16 923	16 923		

Notes relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>		395 242	30 000			425 242
<i>Subvention d'investissement</i>						
Total		395 242	30 000			425 242

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges " Reports en fonds dédiés " en contrepartie du passif " Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ".

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en " Provisions pour risques et charges ".

Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraires de certification des comptes : 3.216 €

Charges et Produits exceptionnels**Détail des produits exceptionnels**

	Montant brut
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	31 327
Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges	
Total	31 327

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
Sur opérations de gestion	- 854
Sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Total	- 854

Contributions volontaires en nature

	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES	126	631
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	126	631
Total	126	631
EMPLOIS	- 126	- 631
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	- 126	- 631
Total	- 126	- 631

QUEST AQUITAINE AUDIT
 Commissariat aux Comptes
 Pôle République III
 2 Rue Alfred Nobel
 86000 POITIERS
 Tél. 05 16 83 88 14
 Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

Autres informations

Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
Cadres	2
Agents de maîtrise et techniciens	1
Ouvriers	15
Total	18

QUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z